

STMicro à la pointe de la lutte contre l'environnement

Comme tout le monde, STMicro, start-up du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA-Léti), de Grenoble, troisième fabricant de semi-conducteurs au monde (50 000 employés, 5% du marché mondial), fait du "développement durable"; cet équivalent économique du cannibalisme végétarien.

Un "Décalogue" liste les "dix commandements" de l'entreprise en la matière, et *World Class*, son "magazine corporate" célèbre régulièrement ses prouesses, pour "se situer à l'avant-garde de la conscience écologique": Actions de reboisement. Remplacement de la communication papier par le numérique. Economies d'eau et d'énergie. Usage croissant des énergies renouvelables. Recyclage des déchets. Fabrication de puces moins voraces en énergie. Diminution de la consommation de produits chimiques. Diminution de l'usage du plomb et des métaux lourds.

Dans la cuvette grenobloise, si écolo, si techno, si *écotech*, où STMicro est le deuxième employeur derrière Schneider, *Le Daubé* se fait le "quotidien corporate" du site de Crolles 2.

"Aux très rares visiteurs, on explique d'entrée la règle en vigueur: "le propre de ce site, c'est, justement, de l'être, propre." Ainsi les rejets issus des nombreux fluides indispensables à la fabrication des plaques de silicium (eau, acides, solvants, etc – etc ?-) sont rigoureusement traités. NB: 1500 litres d'eau sont nécessaires pour fabriquer une seule tranche de silicium d'un diamètre de 150 mm. Ici, il s'agit de tranches de 300 mm...) Une station de neutralisation prend désormais en charge les rejets liquides des deux usines, avec extraction des boues traitées, remise aux normes du pH, etc, avant rejet dans l'Isère. Tandis qu'au sommet du bâtiment, cinq cheminées géantes (des "scrubbers") indiquent que les rejets gazeux sont "lavés" puis rejetés dans l'air." (*Le Daubé*. 3/11/03)

Ces informations ont pour mérite de rappeler que l'industrie électronique est aussi sale, dangereuse et gaspilleuse que l'industrie chimique. Que ce soit en salle blanche, pour la santé des "opérateurs", ou dans les décharges submergées de Déchets Electroniques et Electriques, dont les Français produisent 25 kilos chacun chaque année. Un volume qui devrait doubler d'ici huit ans. (*Le Figaro Magazine*. 7/07/01)

Quand ST élimine ses rejets de CFC et de CO2 dans l'atmosphère, ou le plomb de ses boîtiers, elle ne fait qu'anticiper, et se plier à des contraintes légales (la directive européenne Restriction of the Use of Hazardous Substances, par exemple). Quand elle réduit sa consommation d'eau et d'énergie *en valeur relative* pour sa production – et quelle entreprise ne cherche pas à limiter ses coûts de production? - elle *l'augmente* en valeur absolue, au rythme de croissance de sa production, et de la consommation planétaire de gadgets électroniques.

Comme le dit Pasquale Pistorio, ex-PDG de ST, "si toutes les entreprises se fixaient un tel objectif, la planète serait sauvée. Dans le cas contraire, nous laisserons à nos enfants une planète invivable. C'est à la fois criminel et néfaste sur le plan financier." (*World Class* n°66. Février 2003)

Comment qualifier l'activité de STMicro à Grenoble? Criminelle pour l'environnement (entre autres) et faste sur le plan financier?

Crolles 2, c'est 2,8 milliards d'euros d'investissement d'ici 2007, dont 543 millions d'aides publiques, 395 de l'Etat et 148 des collectivités locales. Ce sont des terres agricoles dévastées, une pustulation de lotissements, ronds-points, rocades, de sous-traitants et d'équipementiers affluant à proximité du combinat électronique: Axcelis Technologies, Photronics, UPSGI, GEM Europe. (*Le Daubé*. 12/07/04)

C'est un site Seveso farci de gaz mortels: phosphine (hydrogène phosphoré), thilane (soufre?), arsine (hydrogène et arsenic), etc, et une population en danger, en cas d'accident grave. Cette catastrophe, on l'a déjà frôlée.

"Incendie à StMicroelectronics Thomson.

Pas moins d'une quarantaine de sapeurs-pompiers et d'une vingtaine de véhicules ont été mobilisés hier soir à partir de 21h10 à Crolles, où la société Microelectronique Thomson, située au 850 rue Jean Monnet, a été victime d'un début d'incendie.

L'établissement repertorié comme dangereux pour les secouristes a fait l'objet d'une intervention minutieuse. (...) Ils ont ensuite recherché d'éventuelles fuites de produits chimiques. Pour cette intervention sensible, les sapeurs-pompiers s'étaient munis de moyens impressionnants avec notamment la cellule de contrôle de pollution chimique, la cellule d'éclairage et de ventilation, le poste de commandement, la grande échelle ou

encore une caméra thermique." (Le Daubé, 29/07/01)

Un employé de STMicro le disait bien lors d'une visite d'entreprise : *"C'est des gaz de combat qu'on utilise ici"*.

En attendant l'explosion, c'est le pillage de l'eau qui trouble le public. Si l'on n'y verse pas du chlore, lors du plan Biotox à l'automne 2001, c'est que *"STMicroélectronique nous a fait savoir que si nous faisons cela sans prévenir, nous fichions son usine en l'air pour six mois, et que si nous prévenions, elle avait besoin de trois mois."* (Claude Bertrand, président du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Région Grenobloise, Le Daubé 29/11/01)

En juin 2003, en pleine sécheresse *"STMicroélectronique a soif... L'intérêt aujourd'hui est de savoir si, comme pour STMicroélectronique, les autres grandes unités du secteur sont menacées par cette pénurie."* (Le Daubé 24/06/03)

En août 2003, en pleine canicule, alors que les Hexagons découvrent le "stress hydrique", l'on apprend que *"loin de réduire ses livraisons, le SIERG a mis un coup d'accélérateur sur son projet d'installer un surpresseur sur sa canalisation du Grésivaudan (600 000 €) qui dessert notamment Crolles et sur son pôle micro-électronique grand consommateur d'eau (...) Le surpresseur (...) mis en service aujourd'hui (...) permettra en accélérant la vitesse de circulation de l'eau, d'en faire transiter plus et donc de remplir plus vite les réservoirs."* (Le Daubé 6/08/03)

Que croyez-vous que firent les élus Verts, dont l'eau constitue le "dossier vitrine" ? Un débat. Neuf mois plus tard. Avec Vincent Fristot, président de la Régie des Eaux de Grenoble et Raymond Avrillier, responsable de l'assainissement à la Métro. Et encore, *"à la demande de l'association Eau Secours"*, car les élus Verts ont besoin de porteurs d'eau.

"STMicroelectronics a soif ?

L'eau du Grésivaudan mérite un débat !"

(Le 15 juin 2004 à Crolles)

Malgré le point d'exclamation, rien ne sortit de ce débat que la satisfaction démocratique d'avoir débattu, ce qui, quelque soit le sujet, constitue le passe-temps favori de l'associatif local. De toute cette parlotte, extrayons ces quelques lignes d'un texte d'Alain Taesch, conseiller municipal de Seyssins, délégué au comité syndical du SIEG (8/10/03) : *"La pénalité d'arrêt de fourniture d'eau à travers la ville de Crolles pour*

la microtechnologie est de 1 MF par heure. Impressionnant, non ? Ce seul point justifie toutes les études en cours de sécurisation de l'approvisionnement en eau du Grésivaudan, car en cas de destruction par terrorisme (se limiterait-il à une seule conduite ?) la facture serait impressionnante, à la charge des communes adhérentes. (...) L'augmentation exponentielle prévisionnelle de la demande est justifiée dans sa quasi-totalité par les besoins des usines de microtechnologie qui s'implantent à Crolles et Bernin (STM, Soitec, Memscap, Philips et Motorola). La valeur prévisionnelle de l'augmentation de besoin va de 2 millions de m³ par an (63 litres/seconde) à 6 millions de m³ par an (190 litres/sec.) dans cinq ans, soit 30 % de la fourniture totale actuelle. Actuellement le droit d'eau porte sur 1,1 litre/sec et la consommation moyenne annuelle est de 570 litre/seconde : on devrait avoir de la marge si les capacités techniques étaient au rendez-vous. Il faut se féliciter de l'augmentation importante de ce bassin d'emplois pour la région grenobloise et les ressources financières qu'elle génère sont importantes et justifient que le SIERG y ait sa part."

L'épilogue, comme souvent, pouvait se lire un peu plus tard dans le Daubé (25/02/04) : *"Actuellement le SIERG n'a pas la capacité d'alimenter cette double conduite (NDR : entre Gières et Crolles). Cela veut dire qu'il devra augmenter ses captages, sans qu'on sache les conséquences que cela aura sur la nappe de Rochefort, d'où provient l'eau qui alimente Grenoble, via la Régie des Eaux de Grenoble."*

"Le projet de doublement de conduite d'adduction d'eau entre Gières et Crolles, justifié par la pression démographique et industrielle dans le Grésivaudan, vient de franchir une nouvelle étape : l'étude d'impact tant réclamée (NDR : par Eau Secours) vient d'être exposée au comité syndical du SIERG. Après un avis défavorable du commissaire enquêteur, motivé par l'absence d'une telle étude, une nouvelle enquête publique va pouvoir être réalisée. Le parcours des travaux suit l'autoroute, l'Isère et ses digues, mais aussi le site sensible classé du Bois Français. Celui-ci devra donc faire l'objet d'une attention particulière, puisque classé zone sensible. D'un point de vue visuel les chantournes, les berges, les voies et globalement tous les espaces concernés devront retrouver leur aspect actuel à l'issue du chantier." (Le Daubé 22/12/04)

Voire, car après Crolles 1 et Crolles 2, ST Micro et Jean-Claude Paturel, le maire communiste de Crolles, ont déjà prévu les réserves foncières pour Crolles 3 et 4 qui redoubleront *"la pression démographique et industrielle dans le Grésivaudan."*

Et pourquoi ces milliers d'hectares, ces millions de mètres cubes d'eau dévastés ?

Pour l'emploi et les ressources financières, nous dit le conseiller municipal Taesch.

Pour des puces électroniques, camelote et gadgets : pèse-personnes, radio-réveils, autoradios, agendas électroniques, télévisions, DVD, micro-ordinateurs, téléphones portables, jeux vidéo, appareils-photos, lecteurs de musique, écharpes multimédia ; pour des armes "intelligentes" et le fichage électronique de la population. *"Citons aussi les smart cards, ces cartes à puce que nous aurons tous en poche un jour ou l'autre. Elles aussi pourront bientôt contenir des données importantes, voire vitales : notre dossier médical, les principales informations concernant nos comptes bancaires, nos données d'état civil. Ces véritables cartes d'identité numériques auront toute notre vie en mémoire. Un domaine dans lequel ST est également fortement engagé."* (World Class, n°67, mai 2003)

Qu'importe les conditions de production de STMicroelectronics, sa véritable nuisance, on le voit, c'est cette production elle-même. Pour vendre toujours plus de puces, il faut sans cesse lancer de nouvelles applications commerciales (lecteurs DVD à l'arrière des voitures, etc) militaires ou communicantes, rendre obsolètes et jetables des produits de moins de dix-huit mois, générer en aval des industries polluantes (Nokia, Siemens, Samsung, etc) dans leur *process* comme dans leurs usages (consommation d'énergie) et leurs déchets (500 millions de téléphones portables jetés depuis leur lancement).

Faut-il souligner qu'on ne mange pas de puces électroniques et qu'on ne boit pas de cristaux liquides ?

Que dans un monde fini l'épuisement des ressources et la destruction de l'écosystème rend suicidaire une croissance durable ?

En ce qui concerne STMicroelectronics la seule politique environnementale qui vaille, c'est la fermeture.

Grenoble, le 31 janvier 2005
www.piecesetmaindoeuvre.com